

## Manifestations: de la renaissance de la citoyenneté en Algérie

PAR NADIA LEÏLA AÏSSAOUI  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 22 MARS 2019



Étudiants, femmes, médecins, écolos, habitants de quartiers : la société civile est en pleine ébullition en Algérie. Pour la quatrième semaine consécutive, la mobilisation ne faiblit pas. « *Nous sommes ceux et celles que nous attendions* », semblent dire ces citoyens et citoyennes qui défilent pacifiquement dans les rues. Et s'auto-organisent en inventant de nouveaux modes d'échanges et de diffusion de leurs revendications.

Si en Algérie les vendredis sont les jours de mobilisation les plus importants, à l'étranger, la diaspora prend le relais les dimanches pour signifier son engagement pour son pays d'origine. « *Nous n'avons plus de slogans, dégagez !* », « *Un problème d'audition ?* », « *Mais partez donc, ça fait quatre vendredis qu'on rate la sieste !* » : tels sont les slogans qui évoluent au fil des semaines et traduisent non sans humour l'humeur des manifestants. Certains poussent même la plaisanterie à vouloir la pérennisation du mouvement populaire, car enfin, en tant que citoyens et citoyennes, ils-elles prennent part à une activité festive et rassembleuse, alors que les vendredis sont connus pour être des journées mortes dans le pays. Et si cette réappropriation de l'espace public signait les premiers pas d'un engagement citoyen sans précédent ?

Depuis l'indépendance, c'est la première fois que la population descend massivement dans la rue avec le même mot d'ordre, aux côtés des militants et militantes traditionnellement mobilisés. L'unanimité du ras-le-bol a fait tomber les barrières de la peur. Des barrières d'autant plus inintelligibles pour la jeune génération qui n'a pas directement vécu la tragédie de

la décennie noire et encore moins le trauma colonial, même si d'un point de vue mémoriel elle en porte encore les stigmates.

Comme cela a été le cas pour la plupart des révolutions arabes, le sentiment d'humiliation et d'atteinte à la dignité a atteint son paroxysme. Les Algérien-ne-s ont décidé de ne plus se laisser faire. L'interdiction des manifestations dans la capitale, justifiée par les autorités par leur supposée absence de maturité et de civisme, a redoublé leur détermination. Le 20 janvier 2018, lors d'une conférence de presse, le premier ministre Ahmed Ouyahia avait ainsi déclaré que « *les marches dans la capitale sont interdites tant que nous ne savons pas marcher pacifiquement... C'est aussi clair que ça... Regardez, dans d'autres pays, il y a des manifestations qui rassemblent un million de personnes et qui sont pacifiques... Pas ici... C'est comme ça... c'est ça l'Algérie* ». Cette vidéo intitulée « *Ouyahia c'est ça l'Algérie !* » est une réponse cinglante aux propos condescendants du premier ministre :

Depuis, les Algérien-ne-s n'en démordent pas, ils-elles déconstruisent au fil des manifestations ce stéréotype « violent » et dévalorisant qui leur a été attribué. Ils-elles montrent au pouvoir et au monde entier de quoi ils et elles sont capables lorsqu'ils-elles sont piquées au vif et que leur orgueil est en jeu.



Si ce soulèvement populaire a un moteur hautement politique, il témoigne de surcroît du retour d'un émoi commun, d'un plaisir du « vivre ensemble » qui semblait s'être tari, tant les Algérien-nes ont été atomisés par les années de guerre, l'autoritarisme et les difficultés de la vie quotidienne. C'est également le signe de la redécouverte d'une estime de soi et d'une certaine fierté après des années de doute, de peur et de colère rentrée.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, beaucoup d'Algérien-ne-s n'ont pas baissé les bras par le passé. Bien qu'isolé-e-s chacun-ne-s dans leurs secteurs, ils-elles n'ont jamais manqué de manifester leur mécontentement, qu'il s'agisse des organisations des droits humains, des comités des mères de disparus, des associations de femmes, des médecins, des étudiants ou même des chômeurs et des populations du sud du pays pour dénoncer l'inégalité de redistribution des richesses puisées dans leur propre sol. Malheureusement ces organisations et mobilisations étaient rapidement asphyxiées, soit par la répression directe, le manque de moyens et les blocages administratifs, soit par l'achat par le pouvoir d'une paix sociale momentanée.

En outre, peu d'Algérien-ne-s sont resté-e-s imperméables et insensibles aux soulèvements populaires dans différents pays ces dernières années. Au contraire, à défaut de pouvoir faire de même, ils-elles ont suivi de près l'actualité en particulier du monde arabe, abondamment débattue sur les réseaux sociaux et en ont retenu des enseignements.

Aussi, l'avidité et la motivation avec lesquelles les manifestant-e-s se sont réapproprié l'espace public et la parole sont visibles à la fois par le nombre croissant de participants au fil des semaines, mais aussi par la forme de l'organisation de la protestation. Pour la majorité des Algérien-ne-s, faire sien cet espace public longtemps interdit, confisqué, c'est l'occuper et se rendre visible de la plus belle manière qu'il soit. C'est l'impératif premier pour l'exercice d'une citoyenneté longtemps mise au placard.

On ne peut que s'émerveiller de voir les rues des villes remplies de leurs habitants défilant allégrement, entonnant des hymnes et chansons populaires. La diversité est frappante et fait se côtoyer des jeunes, des moins jeunes, des femmes voilées et non voilées ainsi que des familles entières. Au-delà de l'occupation physique de l'espace, on observe une attention particulière des manifestant.e.s portée à la dimension esthétique. On soigne son apparence, on se pare du symbole national et on travaille les slogans. Tout est pensé pour envoyer des images positives des

différentes régions du pays, mais surtout pour marquer les esprits et montrer une reprise en main pacifique de leur destin.



Si les marches citoyennes ont en apparence un caractère spontané, elles ne sont pas moins cadrées et organisées *a minima* en amont. Les réseaux sociaux servent de plateformes de structuration incontournables. C'est ici essentiellement que se décident et se diffusent les dates, les mots d'ordre, les slogans et les recommandations. Ils sont aussi le média citoyen par excellence puisque des centaines de pages Facebook et de comptes Twitter ont vu le jour pour l'occasion, tandis que les groupes déjà existants ont vu leurs effectifs augmenter.

Cette implication largement partagée indique sinon une rupture consommée avec un système dont on n'attend plus rien, le bourgeonnement de quelque chose de quasiment inédit : l'émergence d'un corps citoyen désireux de renouveau.

Dans les réseaux sociaux, toutes les initiatives individuelles ou collectives sont montrées et valorisées. L'effet de contagion multiplie la motivation et encourage la créativité. En témoigne l'action en apparence banale d'un jeune internaute écologiste **Drici Tani Younes** qui s'est pris en photo avant et après avoir nettoyé l'environnement de son domicile. Il était loin d'imaginer qu'il serait à l'origine d'un mouvement mondial intitulé « *Trashtag challenge* » qui invite toute personne ayant fait un geste pour l'environnement à s'y identifier en se

prenant en photo et diffusant l'information. Depuis, on peut voir dans les manifestations la pancarte fièrement brandie : « Trashtag challenge est né en Algérie ».



### « Y'en a marre des personnes qui attendent encore l'homme providentiel »

Le niveau de maturité des manifestants a été constaté très tôt. Les marches ont été le fruit d'une organisation collective soutenue dans laquelle tout un chacun a apporté sa contribution. Ainsi le poète **Lazhari Labter** originaire du sud du pays a publié un post viral proposant les « 18 commandements du marcheur pacifiste et civilisé ». Ces derniers incarnent des mots d'ordre largement partagés et respectés. Ils incitent au pacifisme, à la solidarité et invitent les marcheurs à donner l'exemple.



C'est également à l'initiative d'une femme journaliste et réalisatrice **Badra Hafiane** que les brassards verts d'Alger sont nés. Ce collectif jeune, écologiste et mixte veille au bon déroulement des manifestations en proposant son aide (premiers soins, information) et en distribuant gratuitement des sacs poubelle pour inciter les gens à ramasser les déchets.

Plus généralement, le sens civique et l'appropriation de l'espace se sont concrétisés par la formation de comités de quartiers veillant non seulement à sécuriser les lieux et neutraliser les casseurs, mais aussi à nettoyer les rues après les manifestations. Une manière originale, pour ces habitants, de participer au mouvement. Dans leur propos, un élément nouveau apparaît : celui de considérer la rue et le quartier comme leur propriété, d'où l'importance d'en prendre soin en plus d'en donner une belle image. Cette **prise de responsabilité collective** à l'échelle locale est particulièrement intéressante et pourrait marquer le début d'un engagement citoyen indépendant de l'État providence et des institutions traditionnelles en charge de la gestion de la cité.

Ayant constaté que leur mobilisation pacifique sans faille et sans tuteurs « politiques » leur octroyait un certain pouvoir, de nombreux citoyen-nes appellent à constituer une force de proposition émanant de la base. **Habiba Djahnine**, poétesse et réalisatrice féministe, l'exprime ainsi : « *Chaque région ou wilaya ou village d'Algérie devrait établir des listes de citoyens et citoyennes qui peuvent les représenter. Y'en a marre des personnes qui attendent encore l'homme providentiel. Il est temps de se faire confiance mutuellement et de construire un processus pour aller vers la construction du pays que nous méritons.* »

Depuis, des initiatives visant à instaurer un débat et dégager des propositions fusent. Elles ont lieu en abondance sur les réseaux sociaux par le biais de discussions en live que toute personne peut créer et animer. Les étudiants de l'université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) ont par exemple mis en place une **plateforme numérique** reproduisant les revendications du Hirak (mouvement) et proposant un certain nombre d'idées soumises à une évaluation directe à travers un sondage accessible à tout-e Algérien-ne connecté à Internet. Les étudiants de la faculté de médecine de Annaba ont, quant à eux, décidé de mettre à profit leurs vacances anticipées en organisant chaque jour des activités citoyennes – le projet s'intitule « **vacances citoyennes 2.0** ». L'École polytechnique d'architecture et d'urbanisme

(Epa) accueille, de son côté, une série d'**ateliers et discussions** avec des juristes, des architectes et des philosophes.

La journée du 19 mars, qui a connu la mobilisation du corps médical, paramédical et des étudiants, a été remarquable puisqu'elle émane également de débats et d'échanges préalables. À Oran, les médecins, pharmaciens, dentistes, étudiants et universitaires ont manifesté, à l'appel de l'Ordre des médecins et des universités d'Oran, en brandissant une pancarte résumant leur positionnement et leurs aspirations.



© Sonia Médiéne

Sonia Médiéne, chercheuse universitaire oranaise, partage cet enthousiasme mêlé de lucidité. « *Même si je suis exaltée et je savoure pleinement ce moment historique, je ne suis pas naïve* », dit-elle. Yasmine Seddiki, jeune photographe de l'ouest du pays, donne la parole aux étudiants de l'université de Tlemcen dans une vidéo qui illustre leur diversité et leurs rêves (*à regarder ici*), tandis que les étudiants de l'université d'Alger (Bouzareah) diffusent une vidéo dans laquelle ils-elles prennent la parole dans plusieurs langues pour toucher un public international (*à regarder là*).

En dehors des enceintes universitaires, des appels à participer à des débats publics dans la rue et dans les parcs sont entendus et rejoins. Ils sont animés par des citoyen-ne-s volontaires et organisés de manière à recueillir un maximum de propositions (**comme ici** les rencontres d'Audin au parc de la liberté).

Par voie de presse, de nombreux intellectuels, parti d'oppositions, militants et collectifs ont proposé des feuilles de route pour organiser la transition politique de manière pacifique (*ici et là*).

Au-delà de l'élaboration des propositions de sortie de crise, il faut mentionner que l'un des sujets de débats les plus importants réside dans l'urgence ou pas de trouver des leader-e-s suffisamment représentatif-ve-s du mouvement. À l'image de Atika, jeune féministe oranaise, qui refuse de cautionner toute représentation si elle n'est pas paritaire, les féministes, échaudées par l'expérience ratée de l'indépendance, hésitent à soutenir franchement les candidats proposés. D'autres soulignent l'urgence de présenter une alternative même temporaire avant que le mouvement ne s'essouffle et que le pouvoir ne tire avantage de cette lacune : « *De toutes façons on ne sera jamais d'accord à 100 %, mais il faut bien commencer quelque part* », déclare Amina, membre du collectif féministe d'Alger dans un tchat live sur Facebook.



© Leïla Saadna

À côté de ceux tentés de céder à l'urgence, il y a les partisans de la construction patiente et réfléchie du mouvement. Ainsi **Sidali Kouidri Filali**, ancien leader du Mouvement Barakat qui s'était opposé au quatrième mandat, appelle les citoyen-ne-s à garder la tête froide et le calme. Pour lui, les Algérien-ne-s ont attendu 57 ans, ils peuvent bien prendre encore un peu de temps d'autant plus qu'il considère que c'est le pouvoir qui est sous pression et non le peuple.

De son côté, Sakina, militante féministe de la première heure, se réjouit de la brèche ouverte qui donne une nouvelle impulsion à la citoyenneté et pourquoi pas une meilleure place aux femmes. « *Je ne me fais pas beaucoup d'illusions car je sais que lorsque cette euphorie retombera, nous craindront de*

*nouveau l'espace public et la domination patriarcale risque de reprendre ses droits. Je souhaite juste que les rencontres physiques entre citoyen-ne-s et entre féministes durent suffisamment longtemps pour que la "sauce prenne" et que nous puissions nous organiser.*

» D'ailleurs, une réunion de militantes féministes s'est tenue le 16 mars dernier et a produit une **déclaration** appelant entre autres à la participation entière des femmes au mouvement et au respect de la parité dans les futures instances qui conduiront la transition.

L'extraordinaire contribution des internautes sous la forme de photographies et de vidéos est déjà la preuve que les Algérien-ne-s se sont réconciliés avec leur propre image et celle de leur pays. C'est un processus de réappropriation qui est à l'œuvre depuis quelques années, avec les travaux de jeunes photographes et cinéastes qui ont décidé de « montrer » : montrer pour se guérir, s'identifier, se regarder, se reconnaître, se faire reconnaître et enfin s'aimer. L'art et la littérature ont été un puissant vecteur de prise de conscience quand le champ politique était verrouillé par ailleurs.

La diaspora a joué un rôle important dans ce processus d'élaboration de la pensée et de l'image en raison de la plus grande marge de manœuvre dont elle dispose. Elle n'a eu de cesse de bâtir des passerelles pour permettre aux Algérien-ne-s vivants dans le pays de tenir bon, de se renforcer mais aussi de refléter une image positive d'eux-mêmes dans le pays et à l'étranger.

Cette mobilisation sans précédent de la société civile, et la force de proposition prometteuse qu'elle représente, ne risque-t-elle pas d'être rattrapée par les logiques de la *real* politique ? Aura-t-elle suffisamment de temps pour se consolider et peser dans le renouveau du projet de société que beaucoup d'Algérien-ne-s appellent de leurs vœux ? L'interrogation persiste, même si la réappropriation de l'espace public, de la parole par les citoyen-ne-s et la prise de conscience de leur responsabilité sont autant d'indicateurs qui devraient inviter à un optimisme prudent.

### Boîte noire

Cet article est signé de Nadia Leïla Aïssaoui, qui est sociologue.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.